

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2798

[C — 27460]

13 JUN 1991. — Décret concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Sans préjudice de l'application des dispositions relatives aux procédures de consultation de la population et du voisinage, la liberté d'accès à l'information relative à l'environnement ainsi que sa diffusion sont assurées conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

a) « Information relative à l'environnement » : toutes les données, de nature factuelle ou juridique, relatives à un des domaines visés à l'article 6, § 1er, I, II, III, IV, V, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée le 8 août 1988, concernant :

- l'état des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que ses altérations;
- les projets et activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement ou de mettre en danger la santé humaine et les espèces animales ou végétales, notamment en ce qui concerne l'émission, le rejet ou la libération de substances de rayonnements, de vibrations, d'organismes vivants ou d'énergie dans l'eau, dans l'air ou dans le sol, ainsi que la fabrication et l'utilisation de produits ou substances dangereuses;
- les mesures de préservation, de protection et d'amélioration de la qualité des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que celles ayant pour objet la prévention et la réparation des dommages susceptibles d'être occasionnés.

b) « Données détenues par les autorités publiques » : toutes les données existantes qui sont recueillies ou élaborées par les organismes visés dans le présent article, point c, à l'exception des documents inachevés, des résultats de mesures non interprétés et des procès-verbaux et rapports destinés au Parquet, et qui sont incorporées :

- dans des documents écrits, tels que les rapports, les études, les avis et les décisions;
- dans des bases de traitement automatisé de l'information;
- dans des enregistrements visuels;
- dans des enregistrements sonores.

En ce qui concerne les informations détenues par les administrations communales et provinciales, le présent décret ne concerne que les documents établis ou recueillis en vue de l'application d'une réglementation édictée par la Région wallonne, ou antérieurement aux lois de réformes institutionnelles, par l'Etat, dans une des matières relevant de la compétence régionale, visées à l'article 2, point a, du présent décret.

c) « Autorités publiques » : les administrations communales, provinciales, régionales, les intercommunales et les organismes para-régionaux.

Les personnes agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires, ainsi que les organismes législatifs, ne sont pas comprises dans la présente définition.

Art. 3. Le droit d'accès à l'information relative à l'environnement détenue par les autorités publiques est assuré à toute personne, physique ou morale, sans qu'elle soit obligée de faire valoir un intérêt.

Art. 4. § 1er. L'accès aux données incorporées dans les documents écrits visés à l'article 2, point b, premier tiret, s'exerce au choix du demandeur, soit par consultation gratuite sur place, soit par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

§ 2. Les données incorporées dans les bases de traitement automatisé de l'information et dans les enregistrements visuels et/ou sonores visés à l'article 2, point b, deuxième à quatrième tirets, sont susceptibles de communication par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

Art. 5. § 1er. Toute demande de communication de données relatives à l'environnement doit être écrite et indiquer de façon appropriée à son objet.

§ 2. L'autorité publique est tenue d'accuser réception aux demandes mentionnées à l'article 4 et au § 1er du présent article endéans les dix jours ouvrables à partir de la réception de la demande.

Cet accusé de réception doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur et préciser le délai dans lequel les données pourront lui être fournies conformément à l'article 7.

Art. 6. Les autorités publiques sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue de l'identification et de la mise à la disposition du demandeur des documents contenant les données faisant l'objet de la demande; elles peuvent cependant rejeter la demande comme non recevable lorsqu'elle suppose la communication de données ou de documents inachevés ou de communications internes ou lorsqu'elle est manifestement abusive ou formulée d'une manière trop générale.

Art. 7. § 1er. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. En ce qui concerne les données relatives aux projets non soumis à enquête publique, l'autorité publique peut fixer un délai supplémentaire de fourniture des données, ne pouvant toutefois être supérieur à deux mois à compter de la décision sur le projet.

§ 3. L'autorité publique peut prolonger les délais fixés aux §§ 1er et 2 en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 9.

(1) Session 1990-1991

Documents du Conseil, 154 (1989-1990), nos 1 à 11.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 mai 1991.. — Discussion. — Vote.

Art. 8. § 1er. Tout refus total ou partiel de communication des données fait l'objet d'une décision motivée qui est notifiée, par écrit, au demandeur.

§ 2. La notification de refus doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 9.

Art. 9. § 1er. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 7, § 3, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par l'Exécutif.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 7 du présent décret ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par l'Exécutif.

Art. 10. § 1er. Sans préjudice des dispositions nationales applicables en Région wallonne, le droit d'accès à l'information garanti par le présent décret peut être limité dans la mesure où son exercice est susceptible de porter atteinte :

- au secret des délibérations de l'Exécutif de la Région wallonne, du collège des bourgmestre et échevins, de la députation permanente;
- au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;
- au secret des procédures engagées devant les juridictions;
- au secret commercial et industriel;
- au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection de la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

§ 2. Les documents font l'objet d'une communication partielle, lorsqu'il est possible d'éliminer de la reproduction à délivrer au demandeur, les mentions dont la diffusion porterait atteinte aux intérêts visés au paragraphe précédent.

§ 3. Des motifs tirés du secret de la vie privée ou du secret commercial ou industriel portant sur des faits qui sont personnels au demandeur ne peuvent pas lui être opposés.

Art. 11. § 1er. Toute personne physique ou morale qui constate qu'une information détenue par une autorité publique et qui est relative, soit à l'état de l'environnement, soit à ses activités, est inexacte ou incomplète, peut demander la suppression des erreurs ou la correction de l'information.

La demande écrite, argumentée, constitue une pièce qui doit être jointe au dossier pour en faire partie intégrante.

§ 2. L'autorité publique qui n'accède pas à la demande de correction dans un délai d'un mois est considérée comme refusant celle-ci.

Art. 12. L'Exécutif fixe le modèle des documents à utiliser afin de permettre aux autorités publiques de répondre aux exigences de l'article 5, § 2, de l'article 7 et de l'article 8.

Art. 13. Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux demandes d'information, de copies ou de consultation de documents détenus par une autorité publique, introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2798

[C — 27460]

13. JUNI 1991. — Dekret über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen über die Verfahren zur Anhörung der Bevölkerung und der Nachbarschaft werden der freie Zugang zu den Informationen über die Umwelt sowie die Verbreitung dieser Informationen gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets gewährleistet.

Art. 2. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

a) « Informationen über die Umwelt » : alle faktuellen oder rechtlichen Daten in bezug auf einen der in Artikel 8, § 1, Nrn. I, II, III, IV, V, des am 8. August 1988 abgeänderten Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Bereiche, die folgendes betreffen :

— den Zustand der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume sowie seine Veränderungen;

— die Projekte und Tätigkeiten, die die Umwelt beeinträchtigen oder die menschliche Gesundheit und die Tier- oder Pflanzenarten gefährden könnten, insbesondere was die Emission, die Ableitung bzw. die Freisetzung von Substanzen, Strahlungen, Vibrationen, Lebewesen oder Energie ins Wasser, in die Luft oder in den Boden sowie die Herstellung und die Benutzung von gefährlichen Produkten oder Substanzen betrifft;

— die Maßnahmen zur Erhaltung, zum Schutz und zur Verbesserung der Qualität der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume sowie die Maßnahmen zur Vorbeugung und zum Ausgleich der Schäden, die verursacht werden könnten.

b) « Daten, die sich im Besitz der Behörden befinden » : alle Daten, die die in vorliegendem Artikel Lit. c erwähnten Einrichtungen eingeholt oder erarbeitet haben, mit Ausnahme der noch nicht abgeschlossenen Schriftstücke, der noch nicht ausgewerteten Ergebnisse von Maßnahmen und der Protokolle und Berichte, die für die Staatsanwaltschaft bestimmt sind, und die zu folgenden Aufzeichnungen gehören :

— den schriftlichen Dokumenten, wie Berichten, Studien, Gutachten, und Beschlüssen,

— der Datenbank aus der elektronischen Datenverarbeitung;

— den Bildaufzeichnungen;

— den Tonaufzeichnungen.

In bezug auf die Informationen, die sich im Besitz der kommunalen und provinziellen Verwaltungen befinden, betrifft vorliegendes Dekret nur die Dokumente, die im Hinblick auf die Anwendung einer Regelung erstellt oder erarbeitet worden sind, die in einer der in Artikel 2 Lit. a vorliegenden Dekrets erwähnten und in den regionalen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten von der Wallonischen Region oder, vor den Sondergesetzen zur Reform der Institutionen, vom Staat aufgestellt worden ist.

c) « Behörden » : die kommunalen, provinziellen, regionalen Verwaltungen, die Interkommunalen und die halbregionalen Einrichtungen.

Die Personen, die im Rahmen ihrer Rechtsprechungszuständigkeit tätig sind, sowie die gesetzgebenden Einrichtungen sind nicht in dieser Definition einbezogen.

Art. 3. Das Recht auf Zugang zu den umweltbezogenen Informationen, die sich im Besitz der Behörden befinden, wird allen natürlichen oder juristischen Personen ohne Nachweis eines Interesses zugesichert.

Art. 4. § 1. Der Zugang zu den Daten, die zu den in Artikel 2 Lit. b erster Gedankenstrich erwähnten schriftlichen Dokumenten gehören, erfolgt nach Wahl des Antragstellers entweder durch eine kostenlose Einsichtnahme vor Ort oder durch die Ausstellung von Kopien, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

§ 2. Die Daten, die zu der Datenbank und zu den Bild- bzw. Tonaufzeichnungen im Sinne von Artikel 2, Lit. b, zweiter, dritter und vierter Gedankenstrich gehören, können durch die Ausstellung von Kopien übermittelt werden, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

Art. 5. § 1. Jeder Antrag auf Übermittlung von Daten über die Umwelt muß schriftlich gestellt werden und seinen Gegenstand auf angemessene Weise angeben.

§ 2. Die Behörde muß den Empfang der in Artikel 4 und in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Anträge binnen zehn Werktagen nach Eingang des Antrags bestätigen.

Diese Empfangsbestätigung muß auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs seitens des Antragstellers deutlich hinweisen und die Frist angeben, in der er die Daten gemäß Artikel 7 erhalten wird.

Art. 6. Die Behörden müssen die Maßnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Dokumente, die die angeforderten Daten enthalten, zu ermitteln und sie dem Antragsteller zur Verfügung zu stellen; sie können den Antrag jedoch als unzulässig ablehnen, wenn er sich auf die Übermittlung noch nicht abgeschlossener Schriftstücke oder noch nicht aufbereiteter Daten oder interner Mitteilungen bezieht oder wenn er offensichtlich mißbräuchlich ist oder zu allgemein formuliert ist.

Art. 7. § 1. Die Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb zweier Monate nach Eingang des Antrags.

§ 2. Für die Daten über Projekte, die nicht einer öffentlichen Untersuchung unterliegen, kann die Behörde eine zusätzliche Frist für die Erteilung der Daten festsetzen, die jedoch zwei Monate nach der Entscheidung über das Projekt nicht überschreiten darf.

(1) Sitzungsperiode 1990-1991

Dokumente des Rates, 154 (1989-1990), Nrn. 1 bis 11.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. Mai 1991. — Diskussion. — Abstimmung.

§ 3. Die Behörde kann die in den §§ 1 und 2 festgesetzten Fristen verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 9 hin.

Art. 8. § 1. Wenn die Übermittlung von Daten ganz oder teilweise verweigert wird, muß diese Verweigerung jedesmal in einem Beschluß begründet werden, der dem Antragsteller schriftlich mitgeteilt wird.

§ 2. Die Mitteilung einer Verweigerung muß den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 9 hinweisen.

Art. 9. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, daß die aufgrund von Artikel 7 § 3 von der Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, daß ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder daß sie von der Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluß gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 7 vorliegenden Dekrets von der Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln einzureichen.

Art. 10. § 1. Unbeschadet der nationalen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region zur Anwendung kommen, kann das durch vorliegendes Dekret zugesicherte Recht auf Zugang zu den Informationen eingeschränkt werden, wenn die Ausübung dieses Rechtes folgendes beeinträchtigen könnte :

— die Geheimhaltung der Beratungen der Exekutive der Wallonischen Region, des Bürgermeister und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;

— die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;

— die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;

— Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;

— die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

§ 2. Die Dokumente werden nur auszugsweise übermittelt, sofern es möglich ist, Informationen, deren Verbreitung die im vorangehenden Paragraphen angeführten Interessen beeinträchtigen würde, aus den dem Antragsteller auszustellenden Kopien zu entfernen.

§ 3. Dem Antragsteller dürfen keine Gründe entgegengehalten werden, die sich auf die Geheimhaltung des Privatlebens oder auf Geschäfts- bzw. Betriebsgeheimnisse stützen, wenn es um Begebenheiten geht, die seine eigene Person betreffen.

Art. 11. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die feststellt, daß Informationen, die sich im Besitz der Behörde befinden und entweder den Zustand der Umwelt oder ihre Tätigkeiten betreffen, falsch oder unvollständig sind, kann die Streichung der Fehler bzw. die Berichtigung der Informationen beantragen.

Der mit Argumenten versehene schriftliche Antrag ist ein Aktenstück, das der Akte beizufügen ist, um integrierender Bestandteil davon zu werden.

§ 2. Wenn die Behörde dem Antrag auf Berichtigung binnen einem Monat nicht nachkommt, geht man davon aus, daß sie ihn ablehnt.

Art. 12. Die Exekutive bestimmt das Muster der Dokumente, die zu benutzen sind, damit die Behörde den Anforderungen von Artikel 5 § 2 von Artikel 7 und von Artikel 8 nachkommen kann.

Art. 13. Die Bestimmungen vorliegenden Dekrets gelten nicht für die vor Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Übermittlung von Informationen, Kopien bzw. auf Einsicht in Dokumente, die sich im Besitz der Behörde befinden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 13. Juni 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts,
der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 91 — 2798

[C — 27460]

23 JUNI 1991. — Decreet met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onverminderd de toepassing van de bepalingen met betrekking tot de procedures inzake raadpleging van de bevolking van het nabuurschap worden de vrije toegang tot de informatie betreffende het leefmilieu waargenomen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 2. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

a) « Informatie betreffende het leefmilieu » : alle feitelijke of rechtskundige gegevens met betrekking tot één van de materies bedoeld in artikel 6, § 1, I, II, III, IV, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, betreffende :

— de staat van het water, de lucht, de fauna, de flora en van de natuurlijke ruimten, alsmede de aantastingen daarvan;

— de projecten en activiteiten die het leefmilieu kunnen schaden of de menselijke en de dierlijke of plantesoorten kunnen in gevaar brengen, inzonderheid wat de emissie, het lozen of de vrijkoming van stralingsstoffen, trillingen, levende organismes of van energie in het water, in de lucht of in de grond betreft, alsmede de vervaardiging en het gebruik van gevaarlijke producten of stoffen;

— de maatregelen inzake voorkoming, bescherming en verbetering van de kwaliteit van het water, van de lucht, van de grond, van de fauna en de flora en van de natuurlijke ruimten, alsmede de maatregelen betreffende de voorkoming en het herstellen van de schaden die veroorzaakt kunnen worden.

b) « Gegevens in het bezit van de openbare overheden » : alle bestaande gegevens die door de in dit artikel, c, bedoelde instellingen verzameld of opgemaakt worden, met uitsluiting van onvolmaakte documenten, van niet uitgelegde resultaten van metingen en van voor het Parket bestemde processen-verbaal en verslagen, en die ingevoegd worden in :

— de schriftelijke documenten, zoals verslagen, studies, adviezen en beslissingen;

— de databases met betrekking tot de informatieverwerking;

— de visuele opnamen;

— de geluidsopnamen.

Wat de door de gemeentelijke en provinciale overheden gehouden informaties betreft, heeft dit decreet alleen betrekking op de documenten opgemaakt of verzameld met het oog op de toepassing van een reglementering bepaald door het Waalse Gewest of, voor de wetten tot hervorming der instellingen, door de Staat in één van de materies die tot één van de in artikel 2, a, van dit decreet bedoelde bevoegdheden van het Gewest behoort.

c) « Openbare overheden » : de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke overheden, de intercommunale verenigingen en de para-regionale instellingen.

De personen die in de uitoefening van rechtelijke machten handelen, alsmede de wetgevende instellingen worden niet begrepen in deze bepaling.

Art. 3. Het toegangsrecht tot de door de openbare overheden gehouden informatie betreffende het leefmilieu wordt verzekerd voor elke natuurlijke of rechtspersoon, zonder zij van een belang moet doen blijken.

Art. 4. § 1. De toegang tot de in artikel 2, b, eerste koppelteken, bedoelde schriftelijke documenten ingevoegde gegevens gebeurt volgens de keuze van de aanvrager, hetzij bij kosteloze raadpleging ter plaatse hetzij tegen afgifte van afschriften waarvan de werkelijke kosten ten laste van de aanvrager komt.

§ 2. De in de in artikel 2, b, tweede tot vierde koppeltekens, bedoelde databases met betrekking tot de informatieverwerking en in de visuele en geluidsdocumenten ingevoegde gegevens kunnen medegedeeld worden bij afgifte van afschriften waarvan de werkelijke kosten ten laste van de aanvrager komen.

Art. 5. § 1. Elke aanvraag om mededeling van gegevens met betrekking tot het leefmilieu moet schriftelijk zijn en haar voorwerp duidelijk vermelden.

§ 2. De openbare overheid wordt ertoe gehouden ontvangst van de in artikel 4 en in § 1 van dit artikel vermelde aanvragen te bevestigen binnen een termijn van tien werkdagen met ingang van de ontvangst van de aanvraag.

Dit ontvangstbewijs moet de mogelijkheden en modaliteiten inzake beroep waarover de aanvrager beschikt duidelijk vermelden en de termijn waarin de gegevens hem overeenkomstig artikel 7 zullen kunnen medegedeeld worden.

Art. 6. De openbare overheden worden ertoe gehouden de noodzakelijke maatregelen te treffen met het oog op de identificatie en de beschikkingstelling van de aanvrager van de documenten die de gegevens betreffende de aanvraag bevatten; zij kunnen echter de aanvraag verwerpen die niet ontvankelijk is wanneer die aanvraag de mededeling van onvolmaakte gegevens of documenten of van inwendige mededelingen veronderstelt of wanneer zij duidelijk verkeerd is of te in het algemeen opgesteld is.

Art. 7. § 1. De openbare overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de beste termijn en uiterlijk binnen twee maanden met ingang van de ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Wat de gegevens met betrekking tot de projecten die aan een openbaar onderzoek niet onderworpen zijn, kan de openbare overheid een bijkomende termijn voor het verstrekken van de gegevens vaststellen die echter niet langer is dan twee maanden te rekenen van de beslissing over het project.

(1) Zitting 1990-1991

Stukken van de Raad, 154 (1989-1990), nrs 1 tot 11.

Verslag. — Openbare vergadering van 30 mei 1991. — Bespreking. — Stemming.

§ 3. De openbare overheid kan de termijn vermeld in de §§ 1 en 2 verlengen in geval van feitelijke onmogelijkheid toe gang tot de informatie binnen de voorgeschreven termijn te geven. Deze onmogelijkheid wordt behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk bekendgemaakt aan de aanvrager. De openbare overheid vermeldt duidelijk de mogelijkheden en modaliteiten inzake beroep waarover overeenkomstig artikel 9 de aanvrager beschikt.

Art. 8. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering de gegevens mede te delen is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing die schriftelijk aan de aanvrager wordt bekendgemaakt.

§ 2. De bekendmaking van de weigering moet de mogelijkheden en modaliteiten van beroep waarover overeenkomstig artikel 9 de aanvrager beschikt duidelijk vermelden.

Art. 9. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de openbare overheid krachtens artikel 7, § 3, vastgestelde termijn te lang is of oordeelt dat haar aanvraag verkeerd verworpen of verwaarloosd werd of dat zij geen van de openbare overheid heeft ontvangen, kan overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regelen beroep doen tegen de beslissing.

§ 3. Bij gebrek aan mededeling van de informatie op het verstrijken van de door de openbare overheid met toepassing van artikel 7 van dit decreet vastgestelde termijn heeft de aanvrager de mogelijkheid een beroep te doen overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regelen.

Art. 10. § 1. Onverminderd de nationale bepalingen die in het Waalse Gewest van toepassing zijn, kan de door dit decreet gewaarborgde toegangsrecht tot de informatie beperkt worden voor zover de uitoefening van dit recht kan schaden aan :

- het geheim van de beraadslagingen van de Executieve van het Waalse Gewest, van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie;
- het geheim van de interregionale, nationale, internationale handelingen van het Gewest;
- het geheim van de voor de rechtbanken gevoerde procedures;
- het handels- en industriële geheim;
- het geheim van het privé-leven en inzonderheid op de inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van de vertrouwelijkheid van de nominatieve gegevens, het archief en van de administratieve kaartsystemen.

§ 2. De documenten zijn het voorwerp van een gedeeltelijke mededeling wanneer het mogelijk is de meldingen van het aan de aanvrager te verstrekken afschrift te vernietigen waarvan de bekendmaking de in de vorige paragraaf bedoelde belangen zouden kunnen schaden.

§ 3. De redenen die uit het geheim van het privé-leven of van het handels- of industriële geheim voortkomen en die betrekking hebben op feiten welke persoonlijk zijn aan de aanvrager kunnen niet tegen hem opgeworpen worden.

Art. 11. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die vaststelt dat een door een openbare overheid gehouden informatie en die betrekking heeft, hetzij op de staat van het leefmilieu, hetzij op haar activiteiten, onjuist is, kan de afschaffing van de vergissingen of de verbetering van de informatie vorderen.

De schriftelijke en behoorlijke aanvraag vertegenwoordigt een stuk, dat om ervan deel te maken, bij het dossier moet gevoegd worden.

§ 2. De openbare overheid die niet binnen een termijn van één maand aan de verbeteringsaanvraag voldoet, wordt beschouwd als zij die aanvraag weigerde.

Art. 12. De Executieve stelt het model vast van de te gebruiken documenten ten einde de openbare overheden in de mogelijkheid te stellen aan de verplichtingen van artikel 5, § 2, en in de artikelen 7 en 8 te voldoen.

Art. 13. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing uitsluitend op de informatie-, afschriftaanvragen of raadplegingsaanvragen van documenten gehouden door een openbare overheid die voor de inwerkingtreding van dit decreet werden ingediend.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 4 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting,
Natuurbehoud en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,
E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrusting voor het Waalse Gewest,
A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN